

Dénominations antérieures du cours :
Pratique de mécanique
Stages de mécanique

Nouvelles rubrique et dénomination : C.P. — spécialité techniques nautiques
Niveau : premier degré deuxième degré E.S.T. — E.S.P.

Dénomination antérieure du cours :
Pratique professionnelle pont

Nouvelles rubrique et dénomination : C.P. — spécialité installations sanitaires

Niveau : deuxième degré E.S.G. — E.S.T. — E.S.A. — E.S.P. troisième degré E.S.G. — E.S.T. — E.S.A. — E.S.P.

Dénominations antérieures du cours :
Pratique des installations sanitaires
Stages installations sanitaires et chauffage central

Nouvelles rubrique et dénomination : C.P. — spécialité mécanique pêche maritime
Niveau : premier degré deuxième degré E.S.T. — E.S.P.

Dénomination antérieure du cours
Pratique professionnelle pont

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 19 décembre 1991 modifiant l'arrêté de l'Exécutif flamand du 12 juillet 1990 relatif à la concordance des cours et spécialités dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice.

Bruxelles, le 19 décembre 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,

D. COENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 856

[S-C — 27133]

19 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant fixation du cadre du personnel de l'Institut scientifique de Service public

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création de l'Institut scientifique de Service public, notamment l'article 17;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne qui a le Budget dans ses attributions;

Vu le protocole n° 64 du Comité de secteur n° XVI du 17 décembre 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans délai une mesure visant à fixer le cadre de l'Institut scientifique de Service public résulte de l'obligation d'accueil et d'affectation du personnel visé à l'arrêté royal du 6 juin 1991 transférant les membres du personnel de l'INIEX à la Région wallonne;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

Arrête :

Article 1er. Le cadre organique du personnel de l'Institut scientifique de Service public est fixé comme suit :

A. Personnel scientifique :

directeur général	1
directeur de siège	4
chef de section	16
attaché scientifique	57

B. Personnel administratif :

directeur	1
attaché	2
premier assistant	6
assistant technique	6
assistant	6
premier adjoint	1
adjoint	2

C. Personnel technique faisant partie des équipes de recherche :	
premier assistant	26
assistant technique	52
D. Personnel de l'atelier des prototypes et des services:	
premier assistant	1
assistant	3
premier contremaître	5
contremaître	10
premier opérateur	2
opérateur	3

Art. 2. Les agents, membres des rangs A, B et C de la carrière scientifique, sont repris sous le titre d'attaché scientifique.

Art. 3. Le personnel scientifique bénéficie du statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat. Les agents, membres du personnel administratif, du personnel technique faisant partie des équipes de recherches et du personnel de l'atelier des prototypes et des services, bénéficient du statut pécuniaire des agents de l'Etat.

Art. 4. § 1er. Les agents, membres du personnel administratif, du personnel technique faisant partie des équipes de recherche et du personnel de l'atelier des prototypes et des services, titulaires de grades correspondant aux échelles barémiques ci-après peuvent porter le titre figurant en regard de celles-ci.

Echelles	Titre
les échelles des rangs 13 et 14	directeur
les échelles des rangs 10, 11 et 12	attaché
les échelles des rangs 24 et 25	premier assistant
les échelles des grades de recrutement technique des rangs 21, 22 et des grades de promotion des rangs 22 et 23 correspondants	assistant
les échelles du rang 20 et des grades de promotion des rangs 21, 22 et 23 correspondants	assistant
les échelles des rangs 34 et 35	premier adjoint
les échelles des rangs 34 et 35 du personnel de maîtrise, de métier et de service	premier contremaître
les échelles des rangs 30 et 32	adjoint
les échelles des rangs 30 et 32 du personnel de maîtrise, de métier et de service	contremaître
les échelles des rangs 42, 43 et 44 du personnel de maîtrise, de métier et de service	premier opérateur
les échelles des rangs 40 et 41 du personnel de maîtrise et de service	opérateur

§ 2. L'échelle barémique correspond au grade dont l'agent remplit les conditions d'accès telles que fixées par le statut et le règlement organique, tant en ce qui concerne le recrutement qu'en ce qui concerne la promotion.

§ 3. Hormis les carrières planes, les changements d'échelle qui n'entraînent pas un changement de titre sont fixés en nombre de manière telle que, dans un même pool, le nombre d'emplois de chaque rang correspond aux 4/6 du nombre d'emplois du rang immédiatement inférieur figurant au cadre.

Il est fait exception à la règle visée à l'alinéa précédent pour le titre d'assistant où le nombre d'emplois de chaque rang peut être dépassé dans la mesure, toutefois, où le chiffre global de l'effectif prévu à ce titre n'est pas dépassé.

§ 4. Seules la moitié des emplois de directeur de siège et la moitié des emplois de chefs de section figurant au cadre peuvent être pourvues.

§ 5. Le calcul de la proportion visée au § 3 s'effectue comme suit :

— au sein d'un titre comportant des emplois répartis sur trois rangs, le nombre d'emplois du rang supérieur équivaut au quotient, arrondi à l'unité inférieure, des 4/19 du nombre total d'emplois prévus au sein de ce titre; le nombre d'emplois du rang moyen égale le quotient, arrondi à l'unité inférieure, des 2/5 de la différence entre le nombre total d'emplois prévus au sein du titre et le nombre d'emplois du rang supérieur; le nombre d'emplois du rang inférieur est égal à la différence entre le nombre total d'emplois prévus au sein du titre et la somme des emplois des rangs supérieur et moyen;

— au sein d'un titre comportant des emplois répartis sur 2 rangs, le nombre d'emplois du rang supérieur équivaut au quotient arrondi à l'unité inférieure, des 4/6 du nombre total des emplois prévus au sein de ce titre; le nombre d'emplois du rang inférieur est égal à la différence entre le nombre total d'emplois prévus au sein du titre et le nombre d'emplois du rang supérieur.

§ 6. Les dispositions du § 5 ne sont pas applicables aux grades constituant les trois rangs de la carrière scientifique.

Art. 5. Le Ministre ayant la Fonction publique régionale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 858

(S-C — 27133)

**10. DEZEMBER 1991.— Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
zur Festlegung des Stellenplans des Personals des Wissenschaftlichen Instituts öffentlicher Dienststelle**

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 zur Errichtung des Wissenschaftlichen Instituts öffentlicher Dienststelle, insbesondere des Artikels 17;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Protokolls Nr. 64 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 17. Dezember 1991;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Notwendigkeit, eine Maßnahme zu treffen, um den Stellenplan des Wissenschaftlichen Instituts öffentlicher Dienststelle festzustellen, sich aus der Verpflichtung ergibt, das Personal, das im Königlichen Erlaß vom 6. Juni 1991 zur Versetzung der Mitglieder des Personals des « Institut national des Industries extractives » zur Wallonischen Region erwähnt ist, aufzunehmen und einzuweisen;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem regionalen öffentlichen Dienst,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Der Stellenplan des Personals des Wissenschaftlichen Instituts öffentlicher Dienststelle wird wie folgt festgelegt :

A. Wissenschaftliches Personal :

Generaldirektor	1
Direktor des Sitzes	4
Sektionsleiter	16
Wissenschaftlicher Attaché	57

B. Verwaltungspersonal :

Direktor	1
Attaché	2
Erster Assistent	6
Technischer Assistent	6
Assistent	6
Erster Beigeordneter	1
Beigeordneter	2

C. Technisches Personal, das Forschungsgruppen angehören :

Erster Assistent	26
Technischer Assistent	52

D. Personal der Prototyp- und Dienstwerkstatt :

Erster Assistent	1
Assistent	3
Erster Werkmeister	5
Werkmeister	10
Erster Operator	2
Operator	3

Art. 2. Die Bediensteten, die Mitglieder der Rangklassen A, B oder C der wissenschaftlichen Laufbahn sind, werden unter dem Titel von wissenschaftlichem Attaché bezeichnet.

Art. 3. Das wissenschaftliche Personal genießt den Besoldungsstatut des wissenschaftlichen Staatspersonals. Die Bediensteten, die Mitglieder des Verwaltungspersonals, des den Forschungsgruppen angehörenden technischen Personals und des Personals der Prototyp- und Dienstwerkstatt sind, genießen den Besoldungsstatut der Staatsbediensteten.

Art. 4. § 1. Die Bediensteten, die Mitglieder des Verwaltungspersonal, des den Forschungsgruppen angehörenden technischen Personals und des Personals der Prototyp- und Dienstwerkstatt sind und die einen Grad innehaben, der den nachstehenden Gehaltsstufen entspricht, dürfen den Titel tragen, der gegenüber diesen Stufen steht :

Stufen	Titel
die Stufen der Rangklassen 13 und 14	Direktor
die Stufen der Rangklassen 10, 11 und 12	Attaché
die Stufen der Rangklassen 24 und 25	Erster Assistent
die Stufen der Anwerbungsgrade der Rangklassen 21 und 22 und der Beförderungsgrade der entsprechenden Rangklassen 22 und 23	Technischer Assistent

Stufen	Titel
die Stufen der Rangklasse 20 und der Beförderungsgrade der entsprechenden Rangklassen 21, 22 und 23	Assistent
die Stufen der Rangklassen 34 und 35	Erster Beigeordneter
die Stufen der Rangklassen 34 und 35 des Meister-, Fach- und Dienstpersonals	Erster Werkmeister
die Stufen der Rangklassen 30 und 32	Beigeordneter
die Stufen der Rangklassen 30 und 32 des Meister-, Fach- und Dienstpersonals	Werkmeister
die Stufen der Rangklassen 42, 43 und 44 des Meister-, Fach- und Dienstpersonals	Erster Operator
die Stufen der Rangklassen 40 und 41 des Meister- und Dienstpersonals	Operator

§ 2. Die Gehaltsstufe entspricht dem Grad, zu dem der Bedienstete die wie durch das Statut und den Stellenplan sowohl bezüglich der Anwerbung als auch der Beförderung festgelegten Zulassungsbedingungen erfüllt.

§ 3. Mit Ausnahme der flachen Laufbahnen werden die Gehaltstufenänderungen, die eine Änderung des Titels nicht zur Folge haben, hinsichtlich der Anzahl so beschränkt, daß in einer selben Zentrale die Anzahl der Stellen jeder Rangklasse vier Sechsteln der Anzahl der Stellen der unmittelbar untergeordneten Rangklasse des Stellenplans entspricht.

Von der im vorliegenden Absatz erwähnten Regel wird eine Ausnahme für den Titel von Assistent gemacht, wofür die Anzahl der Stellen jeder Rangklasse überschritten werden kann, in dem Masse außerdem, daß die gesamte Anzahl des für diesen Titel vorgesehenen Personals nicht überschritten wird.

§ 4. Nur die Hälfte der Stellen von Direktor des Sitzes und die Hälfte der Stellen von Sektionsleiter, die im Stellenplan stehen, können besetzt werden.

§ 5. Die Berechnung des im § 3 erwähnten Prozentsatzes wird wie folgt gemacht :

— innerhalb eines Titels beinhaltend die über drei Rangklassen aufgeteilten Stellen, entspricht die Anzahl der Stellen der obergeordneten Rangklasse dem nach unten abgerundeten Quotient der vier Neunzehntel der gesamten Anzahl der innerhalb dieses Titels vorgesehenen Stellen; die Anzahl der Stellen der mittlereordneten Rangklasse ist der nach unten abgerundeten Quotient der zwei Fünftel des Unterschieds zwischen der gesamten Anzahl der innerhalb des Titels vorgesehenen Stellen und der Anzahl der Stellen der obergeordneten Rangklasse; die Anzahl der Stellen der untergeordneten Rangklasse entspricht dem Unterschied zwischen der gesamten Anzahl der innerhalb dieses Titels vorgesehenen Stellen und der Summe der Stellen der ober- und mittlereordneten Rangklassen;

— innerhalb eines Titels beinhaltend Stellen, die auf zwei Rangklassen aufgeteilt sind, entspricht die Anzahl der Stellen der obergeordneten Rangklasse dem nach unten abgerundeten Quotient der vier Sechstel der gesamten Anzahl der innerhalb dieses Titels vorgesehenen Stellen; die Anzahl der Stellen der untergeordneten Rangklasse entspricht dem Unterschied zwischen der gesamten Anzahl der innerhalb dieses Titels vorgesehenen Stellen und der Anzahl der Stellen der obergeordneten Rangklasse.

§ 6. Die Bestimmungen des § 5 finden keine Anwendung für die Grade, die die drei Rangklassen der wissenschaftlichen Laufbahn bilden.

Art. 5. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der regionale öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Dezember 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 856

[S-C — 27133]

19 DECEMBER 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende vaststelling van de personeelsformatie van het « Institut scientifique de Service public » (Wetenschappelijk Instituut van Openbare Dienst)

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 7 mei 1991 houdende oprichting van het « Institut scientifique de Service public », inzonderheid op artikel 17;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort;

Gelet op het protocol nr. 64 van het Sectorcomité nr. XVI van 17 december 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1990, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat het noodzakelijk is onverwijld een maatregel te nemen om de personeelsformatie van het « Institut scientifique de Service public » voortkomende uit de verplichting van onthaal en aanstelling van het personeel bedoeld in het koninklijk besluit van 6 juni 1991 tot overdracht van de personeelsleden van het Nationaal Instituut voor de Extractiebedrijven aan het Waalse Gewest;

Op voordracht van de Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

Besluit :

Artikel 1. De organieke personeelsformatie van het « Institut scientifique de Service public » is vastgesteld als volgt :

A. Wetenschappelijk personeel :

directeur-generaal	1
directeur van de zetel	4
sectiechef	16
wetenschappelijk attaché	57

B. Administratief personeel :

directeur	1
attaché	2
eerstaanwend assistent	6
technisch assistent	6
assistent	6
eerstaanwend adjunct	1
adjunct	2

C. Technisch personeel dat deel uitmaakt van de vorsingsploegen :

eerstaanwend assistent	26
technisch assistent	52

D. Personeel van het atelier der prototypes en van de diensten :

eerstaanwend assistent	1
assistent	3
eerste werkmeester	5
werkmeester	10
eerste operator	2
operator	3

Art. 2. De ambtenaren, leden van rangen A, B en C van de wetenschappelijke loopbaan, worden opgenomen onder de titel van wetenschappelijk attaché.

Art. 3. Het wetenschappelijk personeel geniet van het geldelijk statuut van het wetenschappelijk Rijkspersoneel. De ambtenaren, leden van het administratief personeel, van het technisch personeel dat deel uitmaakt van de vorsingsploegen en van het personeel van het atelier der prototypes en van de diensten genieten van het geldelijk statuut van de Rijksambtenaren.

Art. 4. § 1. De ambtenaren, leden van het administratief personeel, van het technisch personeel dat deel uitmaakt van de vorsingsploegen en van het personeel van het atelier der prototypes en van de diensten, die drager zijn van de graden die overeenstemmen met de hierna volgende weddeschalen mogen de titel dragen die er tegenover staat :

Weddeschalen	Titel
de schalen van rangen 13 en 14	directeur
de schalen van rangen 10, 11 en 12	attaché
de schalen van rangen 24 en 25	eerstaanwend assistent
de schalen van de aanwervingsgraden van rangen 21, 22 en van de bevorderingsgraden van de overeenstemmende rangen 22 en 23	technisch assistent
de schalen van rang 20 en van de bevorderingsgraden van de overeenstemmende rangen 21, 22 en 23	assistent
de schalen van rangen 34 en 35	eerstaanwend adjunct
de schalen van rangen 34 en 35 van het meesters-, vak- en dienstpersoneel	eerste werkmeester
de schalen van rangen 30 en 32	adjunct
de schalen van rangen 30 en 32 van het meesters-, vak- en dienstpersoneel	werkmeester
de schalen van rangen 42, 43 en 44 van het meesters-, vak- en dienstpersoneel	eerste operator
de schalen van rangen 40 en 41 van het meesters-, vak- en dienstpersoneel	operator

§ 2. De weddeschaal stemt overeen met de graad waarvoor de ambtenaar de toegangsvoorwaarden vervult zoals zij vastgesteld zijn in het statuut en het organiek reglement, zowel voor de aanwerving als voor de bevordering.

§ 3. Behalve de vlakke loopbanen zijn de veranderingen van schaal die geen verandering van titel als gevolg hebben in aantal beperkt zodat, in éénzelfde pool, het aantal betrekkingen van elke rang gelijk is aan 4/0e van het aantal betrekkingen van de onmiddellijke lagere rang die op de personeelsformatie voorzien is.

Er bestaat een uitzondering op de in vorig lid vermelde regel voor de titel van assistent waarvoor het aantal betrekkingen van elke rang overschreden kan worden in een pool, in de mate nochtans dat het totaal aantal van het voor deze titel voorziene effectief in de pool niet wordt overschreden.

§ 4. Er mag enkel voorzien worden in de helft van het aantal betrekkingen van directeur van de zetel en in de helft van de betrekkingen van sectiechef opgenomen in de personeelsformatie.

§ 6. De berekening van de in § 3 vermelde verhouding gebeurt als volgt :

— voor een titel met betrekkingen verdeeld over drie rangen is het aantal betrekkingen van de hogere rang gelijk aan de op de hele eenheid naar beneden afgeronde quotiënt van de 4/10e van het totaal aantal voor deze titel voorziene betrekkingen; het totaal aantal betrekkingen van de middenrang is gelijk aan de op de hele eenheid naar beneden afgeronde quotiënt van de 2/5e van het verschil tussen het totaal aantal voor de titel voorziene betrekkingen en van het totaal aantal betrekkingen van de hogere rang; het totaal aantal betrekkingen van de lagere rang is gelijk aan het verschil tussen het totaal aantal betrekkingen voorzien voor de titel en de optelling van de betrekkingen van de hogere en middenrang;

— voor een titel met betrekkingen verdeeld over twee rangen is het aantal betrekkingen van de hogere rang gelijk aan de op de hele eenheid naar onder afgeronde quotiënt van de 2/5e van het totaal aantal voor deze titel voorziene betrekkingen; het totaal aantal betrekkingen van de lagere rang is gelijk aan het verschil tussen het totaal aantal betrekkingen voorzien voor de titel en het aantal betrekkingen van de hogere rang.

§ 6. Het bedongen in § 5 is niet van toepassing op de graden van de drie rangen van de wetenschappelijke loopbaan.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheden het Gewestelijk Openbaar Ambt behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

F. 92 — 857

[S-C — 27132]

19 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant les conditions d'octroi et les taux des subventions pour l'aménagement et l'équipement de terrains et bâtiments à l'usage de l'industrie, de l'artisanat ou de services ou d'autres infrastructures d'accueil des investisseurs

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, notamment l'article 30, § 2, l'article 30 bis, y inséré par le décret du 15 mars 1990, l'article 31 et l'article 31 bis, y inséré par le décret du 15 mars 1990;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne qui a le Budget dans ses attributions;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° la loi : la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique;
- 2° le Ministre : le Membre de l'Exécutif qui a les Zones industrielles dans ses attributions;
- 3° le Comité d'acquisition : le Comité d'acquisition d'immeubles institué auprès du Ministre des Finances;
- 4° le promoteur : la province, la commune, l'intercommunale, la société de développement économique provinciale ou toute autre personne de droit public désignée par l'Exécutif;
- 5° les terrains : les terrains affectés à l'usage de l'industrie, de l'artisanat, ou de services, situés dans une zone industrielle ou nécessaires à l'aménagement des infrastructures de celles-ci;
- 6° les bâtiments : les bâtiments, affectés à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et de services et situés dans une zone industrielle;
- 7° les voies d'accès extérieures : les voies d'accès terrestres, navigables ou ferroviaires, nouvelles ou existantes, reliant directement les zones industrielles aux réseaux de voies de communication existantes à l'exclusion des contournements des routes et de leur dédoublement;
- 8° les voies internes : les voies d'accès internes des zones industrielles, qui appartiennent au domaine public, y compris les zones de stationnement latérales;
- 9° les travaux d'infrastructure : les travaux nécessaires à la création, au développement ainsi qu'à l'équipement des zones industrielles;
- 10° les bâtiments d'accueil : les bâtiments, mis temporairement à la disposition des entreprises dans leur phase de lancement;
- 11° les occupants : les entreprises occupant tout ou partie d'un bâtiment d'accueil.

CHAPITRE II. — Règles générales d'octroi des subventions

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires, la Région peut octroyer des subventions pour :

- 1° l'acquisition de terrains;
- 2° l'acquisition de bâtiments d'accueil;
- 3° la transformation de bâtiments en bâtiments d'accueil;
- 4° l'acquisition de bâtiments et leur transformation en bâtiments d'accueil;
- 5° la construction de bâtiments d'accueil;
- 6° les travaux d'infrastructure;
- 7° les frais d'études, de direction et de surveillance des travaux visés aux 3° à 6°;
- 8° les frais administratifs relatifs aux opérations visées aux 3° à 6°.